

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

Lee White : " L'approche préconisée par le Gabon extérieurement consistant en dons des pays dévelo

Propos recueillis par Innocent M'BADOUA Libreville/Gabon

L'Union : Quel est l'intérêt pour le Gabon d'accueillir le "One Forest Summit" sur son sol ?

Pr Lee White : Au Gabon, la préservation de l'environnement n'est pas quelque chose de nouveau. Cela fait depuis plus de 50 ans que le Gabon est fortement engagé dans la préservation des forêts et des écosystèmes à travers notamment le renforcement de nos institutions et de notre cadre juridique pour un développement durable. Dans notre pays, l'exploitation forestière à des fins commerciales a démarré en 1889, lorsque les premières grumes d'Okoumé ont été expédiées à Hambourg, en Allemagne. En 1992, à peine plus d'un siècle plus tard, le président Omar Bongo a déclaré au sommet de Rio sur la Terre, je cite : " Bien trop souvent, les pays africains se sont sentis obligés de se développer à n'importe quel coût ". Il faisait alors allusion au coût environnemental d'un développement mal planifié, peu soucieux de l'environnement d'un continent qui tentait de rattraper le reste du monde. Depuis lors, le Gabon a pris plusieurs mesures afin de créer un nouveau modèle de développement qui préserve le capital naturel tout en assurant le développement de notre pays. La première grande étape fut l'adoption, en 2001, par le Parlement gabonais, d'un nouveau Code forestier qui rend la gestion durable des forêts obligatoire. Ensuite, en 2002, le président Omar Bongo a annoncé la création de 13 parcs nationaux couvrant 11 % des écosystèmes terrestres du Gabon. En 2009, au moment où le président Ali Bongo Ondimba a été élu, seulement 15 % du bois gabonais était transformé sur notre territoire, malgré le fait qu'à l'époque le Code forestier exigeait que ce chiffre se situe à 60 %. Le Gabon était toujours dans un modèle économique basé sur l'exportation des matières premières brutes à valeur sous-évaluée et non transformées pour alimenter le développement hors du continent. Face à ce constat, le chef de l'État a pris une mesure courageuse et déterminante qui a consisté à interdire l'exportation de bois non transformé et a, parallèlement, créé une zone économique spéciale hors

de Libreville, au sein de laquelle des avantages fiscaux ont rendu l'investissement dans la transformation du bois attractif. Lorsque l'exploitation forestière illégale, favorisée par la corruption, a été révélée en 2017, le président Ali Bongo Ondimba a pris une mesure supplémentaire : rendre la certification FSC obligatoire pour toutes les activités forestières.

Des institutions importantes vont aussi être créées sous l'impulsion du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba...

... C'est exact. Pour renforcer sa politique " d'exploiter pour préserver ", le chef de l'État a mis en place l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (AGEOS) et le Conseil national climat. Il a fait adopter une loi sur le développement durable en 2014, ceci avant que les Nations unies ne créent les Objectifs de développement durable. Il y a trois ans, une loi sur les changements climatiques a été proposée et été adoptée en décembre 2022. Grâce à ces décisions politiques, nous avons maintenu notre couverture forestière à 88 %, positionnant le Gabon comme un des pays les plus boisés au monde, notre taux de déforestation en dessous de 0,1 % et avons transformé 22 % de notre territoire en aires protégées terrestres ainsi que 26 % de notre territoire océanique. Notre pays est le pays le plus positif en carbone au monde. Notre pays est au cœur des forêts du bassin Congo-Ogooué. Notre politique d'exploitation durable des forêts consiste à la fois à préserver la nature et allier économie et écologie pour générer un impact positif pour le climat, la biodiversité, et notre population. Aujourd'hui, ce modèle gabonais suscite l'attention de l'opinion internationale. Nous pouvons être fiers de l'histoire de notre pays et de la place qu'il occupe sur la question de la protection de l'environnement.

Ce sommet est donc un moment clé pour avancer sur l'action climatique et la préservation de la biodiversité, pour lesquelles le Gabon est engagé

en première ligne depuis plusieurs décennies. L'intérêt pour nous d'accueillir le One Forest Summit est une continuité vers nos objectifs de gestion durable des forêts. Nous souhaitons mettre l'importance de sauvegarder la forêt dans l'agenda politique aux Nations unies, car ces forêts sont le deuxième poumon de la planète. Si nous ne nous unissons pas pour trouver des mécanismes de gestion durable de la forêt, nous ne parviendrons pas à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré, ni même à 2 degrés.

Nous avons connu plusieurs initiatives internationales de ce genre, n'est-ce pas une messe de plus ? Quelles différences et quelles retombées attendues pour notre pays ?

Concrètement, le "One Forest Summit" de Libreville n'aura pas pour objectif de faire adopter de nouvelles déclarations politiques. Il n'est donc pas question de résoudre les problèmes de la forêt mais plutôt de créer un réseau de chefs d'État pour davantage sensibiliser le monde sur la valorisation des forêts, la coopération scientifique, l'exploitation durable des forêts et les financements innovants. C'est une problématique tellement importante que

nous avons besoin du soutien de chefs d'État leaders qui vont porter le sujet au plus haut niveau dans les négociations des Nations unies sur le climat et sur la biodiversité. Pour moi, l'objectif clé est que nous puissions créer un réseau de chefs d'État qui vont mener la lutte pour les forêts. Nous attendons donc la mise en place d'accords qui permettront de valoriser nos forêts car notre objectif est d'exploiter durablement la forêt pour sauver la forêt. À long terme, nous voulons fabriquer des meubles certifiés " bois du Gabon " et les vendre sur des marchés de référence. C'est pourquoi tout est mis en œuvre pour veiller à ce que les produits à base de bois gabonais soient légaux, positifs pour le climat, la biodiversité et les communautés locales. En s'assurant de la bonne

gestion de nos forêts, nous pourrions créer plusieurs opportunités de développement pour notre pays et adopter un modèle économique en accord avec nos objectifs.

Chaque année, de nombreux sommets sur les changements climatiques et l'environnement sont organisés. Néanmoins, les annonces faites, les engagements pris ne sont pas toujours respectés. En quoi le "One Forest Summit" va se distinguer des précédents sommets ?

Il est important de rappeler que le Gabon a respecté ses différents engagements pris au niveau international en matière de lutte contre les changements climatiques, notamment la neutralité carbone prévue par l'Accord de Paris que notre pays a déjà atteinte et dépassée. Lorsque l'on parle d'engagements non respectés ou de promesses non tenues, il s'agit essentiellement de promesses financières. Le "One Forest Summit" n'a pas vocation à porter des annonces de financement mais des solutions pour améliorer la collaboration technique et scientifique entre les pays et les différents organes techniques. Il a vocation à identifier des sources et des mécanismes de financement innovants ; et il a également vocation à réunir des acteurs impliqués dans la valorisation des produits forestiers. De ce fait, ces objectifs non financiers auront beaucoup plus de chance d'être atteints car ils se situent aux niveaux conceptuels et stratégiques. Toutefois, ils sont capitaux pour arriver à une action plus forte sur le climat et l'environnement.

Lors de ce " One Forest Summit " coorganisé par le Gabon et la France, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est une fois de plus à la manœuvre réaffirmant son leadership sur les questions écologiques d'avant-garde. Quel va être le discours dominant du Gabon à la communauté internationale qui viendra ?

Le continent africain est peu polluant, mais il paie le prix et fort de la crise climatique. Nous attendons une plus grande implication des pays développés et le respect de leurs engagements. Il n'existe aucune alternative. À maintes reprises, les nations développées se sont engagées et n'ont pas tenu leurs promesses. Il est temps qu'elles

réduisent leurs émissions. C'est leur première responsabilité ; mais elles continuent de polluer l'atmosphère et d'aggraver les problèmes liés aux changements climatiques. Elles se sont engagées à réduire les émissions, mais ce n'est pas suffisant. Elles se sont engagées à financer et ce financement ne semble jamais se concrétiser. Il est également temps que ces pays honorent les contrats que nous avons signés avec eux lors des négociations climatiques, notamment le financement de nos crédits carbone et des services que nos écosystèmes intacts et préservés fournissent au monde entier.

Lors de ce « One Forest Summit » co-organisé par le Gabon et la France, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est une fois de plus à la manœuvre réaffirmant son leadership sur les questions écologiques d'avant-garde. Quel va être le discours dominant du Gabon à la communauté internationale qui sera présente ?

Le continent africain est peu polluant, mais il paie le prix fort de la crise climatique. Nous attendons une plus grande implication des pays développés et le respect de leurs engagements. Il n'existe aucune alternative. À maintes reprises, les nations développées se sont engagées et n'ont pas tenu leurs promesses. Il est temps qu'elles réduisent leurs émissions. C'est leur première responsabilité, mais elles continuent de polluer l'atmosphère et d'aggraver les problèmes liés aux changements climatiques. Elles se sont engagées à réduire les émissions, mais ce n'est pas suffisant. Elles se sont engagées à financer et ce financement ne semble jamais se concrétiser. Il est également temps que ces pays honorent les contrats que nous avons signés avec eux lors des négociations climatiques, notamment le financement de nos crédits carbone et des services que nos écosystèmes intacts et préservés fournissent au monde entier.

À propos de la relation Gabon-France sur l'environnement et la préservation de la biodiversité, on se souvient de l'accord de conversion de la dette d'une valeur de près de 40 milliards FCFA. Comment cette manne a-t-elle été utilisée finalement ? Peut-on imaginer un nouvel accord de reconversion de la dette ?